

Actualité fiscale - Nos sélections au 18 mai 2012

Articles

1.	Une bonne nouvelle et une moins bonne : le rachat par une société des ses propres actions peut être financé par emprunt, mais..., (CAA Versailles 24 janvier 2012 N° 10VE03601) par Jean-Philippe Bidegainberry et Mathilde Gauthier, Option finance n° 1173 du 14 mai 2012, p. 20-21.
2.	Prélèvement libératoire sur les dividendes : l'option doit être exercée avant l'encaissement, elle est irrévocable et l'actionnaire n'a rien à objecter à ce calendrier contraignant, par Jean-Yves Mercier, Option finance n° 1173 du 14 mai 2012, p. 22.
3.	Retour sur la norme IFRS 1 de première adoption des norme IFRS, par Eric Trot, Option finance n° 1173 du 14 mai 2012, p. 28-30.
4.	La sanction juste en droit des sociétés : la recherche d'un impossible équilibre, par Christophe Lefaillet, Option finance n° 1173 du 14 mai 2012, p. 31-32.
5.	Loi Warsmann II n° 2012-387 du 22 mars relative à la simplification du droit, Dispositions relatives au droit des sociétés, par Anne Frotté et Sylvie de Vendeuil, JCP Entreprises et Affaires Hebdo du 11 mai 2012 n°19-20 p. 14-24.
6.	L'hypothèque et les sûretés personnelles-brève comparaison, par l'Institut d'études juridiques du Conseil supérieur du Notariat, JCP Entreprises et Affaires Hebdo du 11 mai 2012 n°19-20 p. 41-45.
7.	L'aube d'une mutation culturelle, les avocats s'ouvrent à la transaction immobilière, par Michel Mas, Isabelle Lacombe-Brisou, Nathalie Abran, JCP Entreprises et Affaires Hebdo du 11 mai 2012 n°19-20 p. 46-48.
8.	L'absence de décision de sursis à statuer sanctionné (LPF art L 267), (Cass. com 17 janvier 2012 n°11-10.060), Alexandre Grevet, La Revue fiscale notariale, mai 2012, pp. 14-15.
9.	Déductibilité des intérêts d'emprunt substitutif : précision de la condition de continuité de l'objet de l'endettement (CE 1 ^{er} février 2012 Camu n° 336469), par Pierre-Yves Di Malta, La Revue fiscale notariale, mai 2012, pp. 21-24.
10.	Sociétés de personnes, attribution des résultats au profit d'associés sortants (CE 28 mars 2012 n° 320571 Vaillant), FR n° 26 du 11 mai 2012, § 1.
11.	Déduction de la TVA facturée lors de la création d'une société (CJUE 1 ^{er} mars 2012 280/10), FR n° 26 du 11 mai 2012, § 2.

12.	Résumé des principaux apports de l'instruction administrative consacrée au nouveau régime d'imposition des plus values immobilières, FR n° 26 du 11 mai 2012, § 3.
13.	Apport-cession de titres Avis du CAD n°2°11-16 et 2011-17, FR n° 26 du 11 mai 2012, § 4.
14.	Demandes de justifications-devoir de loyauté de l'administration (CE 16 avril 2012 n°320912 Meyer), FR n° 26 du 11 mai 2012, § 5.
15.	La donation de droits sociaux avant cession (CE 30 décembre 2011) par Rémy Gentilhomme, Bulletin fiscal 5/12 p 389.
16.	La loi applicable au trust et son domaine après l'arrêt " Belvédère": essai de propositions, par Michel Attal, Droit et patrimoine n°214 de mai 2012, p 38-41.
17.	Un regard différent sur la durée de l'usufruit, par Christophe de la Rivière, Droit et patrimoine n°214 de mai 2012, p 42-49.
18.	Plus-value immobilières: Bercy commente le nouveau régime, par Guillaume Hublot, Annabelle Pano et Frédérique Perrotin, Droit et patrimoine n°214 de mai 2012, p 100-101.
19.	Un blog pour s'évader sur la fiscalité-la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux dispose depuis peu de son blog grâce à une commission d'enquête parlementaire. Description, par Clémentine Delzanno, Droit et patrimoine n°214 de mai 2012, p 22.
20.	Pérennité des droits attachés à une concession de licence d'exploitation (CE 23 décembre 2011 n°341217 SARL Cambé Sport), par Jérôme Turot, Bulletin de gestion fiscale des entreprises n° 1/12 avril 2012 p 1-4.
21.	Article 209 B du CGI : modalités d'appréciation du caractère privilégié d'un régime fiscal (CE 21 novembre 2011 n° 325214 min c/ SIFA et n° 327207 min c/ Compagnie des Glénans), par Eric Ginter, Bulletin de gestion fiscale des entreprises n° 1/12 avril 2012 p 8-10.
22.	TVA- Produits financiers et immobiliers accessoires (CE 21 octobre 2011 n°315469 SNC Ariane), par Philippe Tournes, Bulletin de gestion fiscale des entreprises n° 1/12 avril 2012 p11-13.
23.	L'inconventionnalité des lois fiscales rétroactives (CE 21 octobre 2011 n°314767 min c/SNC Peugeot Citroën Mulhouse), par Guillaume Goulard, Bulletin de gestion fiscale des entreprises n° 1/12 avril 2012 p 14-17.
24.	Le dispositif du "tiers confiance", par Patrick Viault, Les Nouvelles fiscales n° 1090 du 15 mai 2012, p 4-6.
25.	SIIC : modification du régime fiscal des bénéficiaires distribués et inéligibilité des titres au PEA, Les Nouvelles fiscales n° 1090 du 15 mai 2012, p.7-10.
26.	PEA : conséquences fiscales du transfert du domicile fiscal hors de France, Les Nouvelles fiscales n° 1090 du 15 mai 2012, p. 10-12.

27.	Taxe bancaire sur les risques systémiques :modalités d'application, Les Nouvelles fiscales n°1090 du 15 mai 2012, p.15-17.
28.	Cessions à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles : modalités d'application de la taxe obligatoire et de la taxe facultative, Les Nouvelles fiscales n° 1090 du 15 mai 2012, p.18-21.
29.	La fiscalité de la cession à titre onéreux pour le chef d'entreprise, colloque du 3 avril 2012, par Sophie Schiller, Oriane Duprat-Briou, Grégoire Salignon, Frédéric Douet, Les Nouvelles fiscales n° 1090 du 15 mai 2012, p.22-29.
30.	Les réformes successives des droits de mutation sur les cessions de droits sociaux, par Grégoire Salignon, Les Nouvelles fiscales n° 1090 du 15 mai 2012, p.25-27.
31.	Radiographie fiscale de la campagne présidentielle : le prélèvement fiscal libérateur afférent aux dividendes et la proposition de taxer certains revenus à 75%, par Frédéric Douet, Les Nouvelles fiscales n° 1090 du 15 mai 2012, p.27-29.
32.	Droit fiscal, Chronique de jurisprudence de juin 2011 à mars 2012, par Philippe Neau-Leduc, Bulletin Joly Sociétés du 1er mai 2012 n°5 p 434.
33.	Le salarié ou dirigeant-actionnaire : réflexions sur la fiscalité des management packages, par Jean-Louis Medus, Bulletin Joly Sociétés du 1er mai 2012 n°5 p 453.
34.	Le Conseil d'Etat met fin à une apparente divergence fiscal-comptable sur le traitement des provisions pour risques et charges couverts par un contrat d'assurance, (Arrêt CE 9 février 2012 n°334151 min c/Sté Traitements de surface mécanique), par Cécile Raquin, RJF 5/12 n°449.
35.	Revenus fonciers : choisir le meilleur régime fiscal, par Frédéric Durant-Bazin, le Figaro du 10 mai 2012.
36.	Déclaration des revenus 2011 Mode d'emploi, par Frédéric Durant-Bazin, le Figaro du 15 mai 2012.
37.	Impôts : un mandat salé...sans sucre, par Dominique Seux, Les Echos du 15 mai 2012.
38.	La transposition en Europe des règles de Bâle 3 entre dans sa phase finale, par Florence Autret, L'Agefi du 16 mai 2012.

Jurisprudence

39.	Arrêt CAA Versailles 24 janvier 2012 n° 10VE03601 SAS YOPLAIT – rachat par une société de ses propres titres-acte anormal de gestion-doublement de la participation d'un actionnaire-nécessité d'un intérêt propre de la société, RJF 5/12 N°445, BF 5/12 n°479. Document à télécharger
40.	Arrêt CE 15 février 2012 n°340855 min c/SARL LES SOURCES- frais généraux- objet des dépenses –acte anormal de gestion - reversement du prix facturé au client à des associations humanitaires- exclusion des organismes bénéficiaires ne fournissant aucune contrepartie directe à l'entreprise. RJF 5/12 N°446.

41.	Jugement TA Montreuil 23 septembre 2011 n°0910583 et 1009406 Sté SOFINA SA : retenue à la source (CGI art. 119 bis, 2) - exonération des distributions de source française effectuées au profit de sociétés ayant leur siège dans un autre Etat de l'Union européenne - taux de participation - droits de vote. RJF 5/12 n°468, BF 5/12 n°501.
42.	Arrêt CAA Paris 13 décembre 2011 n°10PA03193 REYNAERTS : art. 63 (libre circulation des capitaux) - discrimination entre un contribuable belge soumis à retenue à la source sur les dividendes versés par une société française (CGI art. 119 bis) et un contribuable français non imposé sur ces mêmes dividendes. RJF 5/12 n°468 BF 5/12 n°500. Document à télécharger
43.	Arrêt CE QPC 2 février 2012 n°351600 Sté SONEPAR, art. 209 B du CGI - atteinte au principe d'égalité devant les charges publiques (non)-présomption d'innocence - prohibition en principe d'une présomption de culpabilité en matière répressive - possibilité d'une telle présomption, notamment en matière contraventionnelle, si présomption non irréfragable, si droits de la défense respectés et si faits induisant raisonnablement la vraisemblance de l'imputabilité, BF 5/12 n°538. Document à télécharger
44.	Arrêt CE 20 février 2012 n°321224 Sté civile PARTICIPASANH - régime des mères et filiales - conditions propres aux titres de participation - exclusion des titres détenus en usufruit - droit de vote dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires prévu par les statuts : sans incidence - légalité de l'article 54 de l'annexe II au CGI exigeant la pleine propriété des titres. RJF 5/12 N°454, BF 5/12 n°491.
45.	Arrêt CE 8 février 2012 n°336125 BELADINA - notification de redressement- envoi de la notification par Chronopost- pli retiré- RJF 5/12 N°480 et 482, BF 5/12 n°531. Document à télécharger
46.	Arrêt CAA Versailles 13 décembre 2011 n°10VE03240 min c/Sté CREDIT INDUSTRIEL COMMERCIAL - crédit d'impôt-retenu à la source à l'étranger sur des valeurs mobilières - montant de l'imputation à l'IS-règle du butoir, RJF 5/12 N°456, BF 5/12 n°490. Document à télécharger
47.	Arrêt CE 20 février 2012 N° 325217 min c/ FRANCO - sommes transférées ou en provenance de l'étranger sans déclaration de transfert - charge de la preuve incombant au contribuable, RJF 5/12 n°439, BF 5/12 n°539. Document à télécharger
48.	Jugement TA Montreuil 22 septembre 2011 n°1008403 SA FAYAT, régime de l'intégration fiscale - résultats individuels des sociétés du groupe - déficits et moins-values antérieurs à l'intégration - ordre d'imputation : liberté d'imputer les déficits antérieurs avant les amortissements de l'exercice. RJF 5/12 n°455, BF 5/12 n°493.
49.	Arrêt Com 31 janvier 2012 n°11-11.282 CLARET TOURNIER - ISF- Champ d'application - exonération des biens professionnels- biens nécessaires à l'exercice d'une profession- parts et actions de sociétés ayant des activités similaires, connexes et complémentaires, RJF 5/12 n°533, BF 5/12 n°564 et 565.
50.	Arrêt CAA Paris 21 septembre 2011 n° 09PA04296 min c/ DEWOLF - Abus de droit - cession de titres de SPI à une société spécialisée dans le désinvestissement et fusion de la société achetée avec une autre- opération visant à dissimuler la dissolution et éluder l'imposition du boni de liquidation. RJF 5/12 n°498, BF 5/12 n°498. Document à télécharger
51.	Arrêt CE 15 février 2012 n°325737 TROUVAIN - droit de communication- utilisation de documents et renseignements obtenus auprès de tiers- obligation pour l'administration de communiquer des documents au contribuable qui en fait la demande, RJF 5/12 n°496, BF 5/12 n°532. Document à télécharger

52.	Arrêt CAA Nancy 17 novembre 2012 n°10NC125 DADEAU-actif immobilisé- plus et moins values de cession- cession d'un fond artisanal en location-gérance, RJF 5/12 n°443 - BF 5/12 n°476. Document à télécharger
53.	Jugement du TA Montreuil 21 octobre 2011 n°0905597 MONIER-Solidarité des dirigeants pour le paiement de la pénalité de l'article 1759 du CGI-conditions de mise en œuvre de la solidarité-mise en recouvrement préalable auprès de la société, RJF 5/12 n°472, BF 5/12 n°497.
54.	Arrêt CAA Nantes 17 novembre 2011 n°09NT02707 CICEK-distributions occultes -solidarité des dirigeants-date d'appréciation de la responsabilité solidaire-date de la déclaration des résultats de l'exercice de la distribution, RJF 5/12 n° 473, BF 5/12 n°496. Document à télécharger
55.	Arrêt CE 9 février 2012 n°334151 min c/Sté TRAITEMENTS DE SURFACES MECANIQUES - Provision pour risques et charges- contrat d'assurance-provisions pour pertes. RJF 5/12 n°449, BF 5/12 n°480.
56.	Jugement TA Paris 4 juillet 2011 n° 0916990, Sté LIDL - liberté de circulation des capitaux-société allemande détenant une participation dans une société française inférieure à 5%- imputation de la retenue à la source française sur l'impôt allemand. RJF 5/12 n°541, BF 5/12 n°499.
57.	CA Paris 31 janvier 2012 n° 10/23294, DIRCOFI ILE-DE-FRANCE OUEST c/ Sté MEDICA FONCIERE LA CELLE - mutation à titre onéreux-régime des marchands de biens-engagement de revendre-parts de SCI acquises par une SNC-TUP de la SCI. RJF 5/12 n°530 BF 5/12 n° 73.
58.	Arrêt CE 9 février 2012 n° 33852 min c/ Sté SF DIFFUSION - TVA- prestations de services-lieu d'établissement du preneur- divisibilité de la prestation, RJF 5/12 n°458.
59.	Arrêt Com. 31 janvier 2012 n°11-11.946 DVNI c/ Sté LUNDIN GASCOGNE - mutation à titre onéreux-cession de droits sociaux- cession de titres miniers- sociétés de fait ou en participation ayant acquitté leur droit d'apport. RJF 5/12 n° 528, BF 5/12 n°557.
60.	Arrêt CE 8 février 2012 n° 340418 SA IFM ELECTRONIC - TVA- champ d'application-prestations de services en contrepartie de versement de ristournes passibles de la TVA entre sociétés mère et filiale, RJF 5/12 n°459.
61.	Jugement du TA Paris 25 janvier 2012 n° 1022031 - redressement- abus de droit- inscription des titres non cotés dans un PEA- vente à soi-même - contournement des règles du plafonnement. RJF 5/12 n°499, BF 5/12 n°504.

Fiscalité internationale et communautaire

62.	CJUE communiqué de presse 58/12 du 10 mai 2012, Le droit de l'Union s'oppose à la réglementation française qui instaure un régime fiscal différent pour les dividendes d'origine nationale perçus par des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) résidents et non résidents. Document à télécharger
63.	La Commission propose de nouvelles règles en matière de TVA pour les bons, Communiqué de presse du 10 mai 2012, Document à télécharger

B.O.I

64.	3 C-4-12 n° 54 du 15 mai 2012 : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Taux - Travaux augmentant la surface de plancher - Remplacement des notions de surface de plancher hors ouvre nette (SHON) et de surface de plancher hors ouvre brute (SHOB) par celle de surface de plancher de la construction. Document à télécharger
-----	---

Rescrits

65.	Rescrits 2012/35 : Revenus des associés non salariés des cabinets d'avocats constitués sous la forme de Limited Liability Partnership de droit américain. Document à télécharger
-----	--